

Quels sursauts au bord du précipice ?

Malgré les annonces, les mesures gouvernementales sont très insuffisantes face à la catastrophe climatique en cours. Et la crise sanitaire risque de repousser encore l'urgence à agir.

Le verdict du député Mathieu Orphelin, ex-LREM et comptant parmi les meilleurs « techniciens » du climat et de l'écologie, est sans appel. Le projet de loi « climat et résilience », censé reprendre les propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat, ne respecte absolument pas l'objectif de réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030, par rapport à 1990, qui avait été fixé aux 150 citoyens et qui correspond pourtant aux engagements actuels de la France ». Les mesures contenues dans ce texte ne représenteront que 12 % de la réduction des émissions requises d'ici à 2030, quand le gouvernement prétendait qu'elles en permettraient 50 à 60 %.

Ce projet de loi doit être soumis à la discussion parlementaire vers la fin 2021. Il illustre parfaitement la véritable ligne du gouvernement dans ce domaine. Loin d'entrer en guerre contre les causes du changement climatique, Emmanuel Macron lance tout simplement une énième bataille pour tenter de capitaliser l'électorat sensible aux questions d'environnement et du climat, dans la perspective des prochaines échéances électorales.

l'histoire jugera sévèrement les dirigeants politiques actuels qui n'auront pas activé tous les leviers en leur possession pour éviter « un réchauffement aux impacts insupportables pour la majorité », selon le climatologue Jean-Pascal van Ypersele, ancien vice-président du Giec. Ce dernier enfonce le clou dans Le Monde du 16 janvier, en avertissant qu'une « partie de plus en plus grande de la planète sera inhabitable » si nous ne traitons pas la situation avec l'urgence qu'elle mérite. Il lance ce cri d'alarme tragique : « L'humanité est au bord du précipice climatique ».

Greenwashing irresponsable

Les différentes organisations et coalitions composant le mouvement climat ont bien raison de dénoncer l'inaction climatique du gouvernement Macron et son dangereux jeu de dupes. Faire croire qu'on agit contre la catastrophe climatique alors qu'on se contente de mesurées à visées électorales est tout aussi dangereux que de ne rien faire du tout : on laisse penser l'opinion publique que le problème est en train d'être résolu, alors qu'il n'en est rien. On empêche ainsi toute compréhension de l'urgence réelle de la situation et tout sursaut salvateur. La plainte de l'Affaire du siècle et son retentissement mobilisateur ou les décrochages de portraits d'Emmanuel Macron (et les 40 procès-tribunes contre l'inaction climatique du gouvernement qu'ils ont déjà occasionnés) permettent de démonter une partie de ce Greenwashing irresponsable, tout comme le font divers rapports, notamment ceux du Haut Conseil pour le Climat. C'était indispensable pour que la pression ne retombe pas, malgré un contexte de pandémie et de confinement qui a rendu excessivement compliqué la mobilisation citoyenne en 2020. De la Convention Citoyenne pour le Climat aux actions contre Amazon ou l'aviation, des élections municipales - avec un investissement plus intense du terrain local - aux divers travaux et plateformes pour proposer des réponses climato-compatibles aux crises sanitaires et économiques, ou des pistes concrètes pour financer une transition écologique et socialement juste, les militant-es climat n'ont pas chômé.

2009-2021, bis répétita ?

Que nous réservent les prochaines années dans la bataille ? L'énorme impact économique et social, actuel et surtout à venir, de la crise sanitaire aura-t-il les mêmes effets que la crise économique de 2009-2010 sur le mouvement climat ? A l'époque, après une année 2009 où la mobilisation internationale pour le climat avait été à son apogée autour du sommet de Copenhague, la crise économique et les politiques d'austérité qui l'ont accompagnée avaient dégagé, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, la bataille climatique de l'agenda politique et citoyen mondial. Les temps ont changé depuis. Le travail de socialisation des enjeux et de l'urgence climatique a été considérable ces dix dernières années.

Il existe désormais un véritable mouvement climat, qui a une réelle capacité de mobilisation et d'organisation, et qui touche toutes les générations. Les conséquences tangibles et dramatiques du réchauffement global sont également plus nombreuses et récurrentes dans les pays riches désormais. Mais il n'empêche. Le risque est grand de voir l'urgence à agir pour limiter l'ampleur et le rythme du changement climatique en cours céder le pas devant la crise économique et sociale à venir. Parvenir à lier en profondeur la cause du climat à celle de la justice sociale, de l'emploi et des conditions de vie décentes pour toutes et tous est un enjeu plus important que jamais.

Txetx ETCHEVERRY (cofondateur d'Alternatiba, militant de Bizi ! Et d'ANV-COP 21)